



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2017 en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le programme population

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier, applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les appels à propositions: 5.4.1 et à la section suivante en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions 5.4.2.

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme Population Numéro CRIS: BF/FED/040-112 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burkina Faso	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) du 11 ^e FED pour la coopération entre l'UE et le Burkina Faso	
4. Secteur de concentration	Gouvernance / Santé	Aide publique au développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 26 342 105 EUR Montant total de la contribution du FED: 25 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part des partenaires des subventions : 1 342 105 EUR	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de	Modalité de projet • Gestion directe : subventions – appel à propositions; subventions – octroi direct (l'Institut supérieur des sciences de	

¹ L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

mise en œuvre	la population - ISSP) <ul style="list-style-type: none"> • Gestion indirecte avec l'UNICEF • Gestion indirecte avec le Burkina Faso 			
7. a) Code(s) CAD	130 – politiques de population, santé et fertilité: 100 % 13010 : politique en matière de population et gestion administrative (état civil) 13030 : planification familiale 13081 : formation de personnel en matière de population et de fertilité			
b) Principal canal de distribution	20000 – OSC 41222 – UNICEF 12000 – Gouvernement partenaire			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	n/a			
10. Objectifs de développement durable (ODD)	Ce programme contribuera à l'atteinte des ODD 3 sur la santé et le bien être (3.1 et 3.7 principalement) à l'ODD 5 sur l'égalité des sexes (5.1 et 5.6) ainsi qu'à ODD16: paix et justice (16.9 -"d'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances"). Ces objectifs sont parfaitement cohérents avec ceux décrits dans le Plan d'action genre de la DUE Burkina Faso ² .			

² L'un des objectifs du plan d'action genre concerne la promotion, protection et respect du droit de chacun d'être pleinement maître de sa sexualité et de sa santé sexuelle et génésique et de prendre librement et de manière responsable des décisions sans aucune discrimination, contrainte ou violence.

RESUME

Confronté à des dynamiques de population particulièrement rapides depuis plus d'une dizaine d'années, le Burkina Faso s'est fixé des cibles ambitieuses dans le Plan national de développement économique et social (PNDES): l'accélération du processus de la transition démographique et la réforme des institutions, notamment celles de l'état civil.

Ce programme vise notamment à accompagner l'atteinte des cibles du PNDES en mettant l'accent sur la qualité des prestations de service liées à la population (essentiellement planification familiale et état civil), ainsi que sur la sensibilisation de la population permettant ainsi d'augmenter la demande de ces services. Ce programme opérationnalise aussi le plan d'action genre au Burkina Faso sur les volets relatifs à la santé reproductive, et s'adresse particulièrement aux populations jeunes.

A travers son objectif général, il est prévu de renforcer la capacité de l'Etat à enregistrer et à mieux maîtriser les dynamiques de sa population pour accompagner les politiques de développement du pays. Il s'agira d'intervenir au plus près des populations dans les centres de santé et de promotion sociale (CSPS), dans les centres médicaux³ (CM) et dans les mairies. Il s'agit aussi de renforcer la présence de l'Etat et de ses services à travers le territoire. Des activités de renforcement des capacités des acteurs centraux, d'accompagnement à l'informatisation des services de l'état civil (biométrie), et des structures de recherche sur la population sont également prévues en vue de contribuer à la prise des décisions politiques sur bases factuelles.

1 CONTEXTE

1.1 CONTEXTE NATIONAL

Avec une population estimée à 19 millions habitants en 2016, le Burkina Faso présente une croissance démographique de 3,1 % par an, l'une des plus importantes au monde. La population est très jeune : l'âge médian est 16 ans. Cette forte croissance démographique – entraînant un taux de dépendance élevé - pèse notamment sur les budgets des secteurs sociaux pour subvenir aux besoins importants de la population dépendante. La croissance démographique nécessite la création d'emplois bien supérieure à celle disponible et réduit les effets d'entraînement de l'investissement et de la croissance économique. Les implications de la pression démographique menacent également l'environnement, l'accès à l'eau et à terme la sécurité du pays. Elle est un frein à la réduction de la pauvreté, qui n'a pas diminué malgré un taux de croissance économique moyen supérieur à 5 % sur la dernière décennie. La croissance de la population s'est accélérée notamment du fait du maintien d'un fort taux de natalité, conjugué à la baisse de la mortalité infantile. Le phénomène des migrations internes mais aussi au niveau régionales (vers la Côte d'Ivoire principalement) s'explique en partie par le fait que la population, en majorité rurale, dégage un excédent de main d'œuvre (taux d'occupation de la population très faible).

L'indice synthétique de fécondité est estimé à 5,4 en 2014 (contre 6,2 selon le recensement de la population de 2006) au niveau national, avec d'importantes variations régionales. Pour faire face aux besoins d'investissement dans le capital humain, il est indispensable que le

³ Les centres médicaux (CM) au Burkina Faso sont des anciens CSPS nouvellement transformés en CM dans le cadre de la médicalisation du premier contact des services de santé avec la population.

Burkina Faso puisse mieux maîtriser sa démographie, et que les dynamiques de population soient mieux suivies, entre autres, grâce à un état civil plus performant et statistiquement utile. Le Président de la République, Roch Kabore, a ainsi souligné, à l'occasion du bilan de l'an 1 de son mandat, l'importance de la maîtrise de la démographie pour assurer un développement harmonieux du pays.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Ce programme s'inscrit dans le cadre du secteur de concentration "Gouvernance" du PIN⁴. S'adressant plus largement aux femmes en âge de procréer, il place au centre de l'intervention l'égalité du genre et s'adresse en priorité aux besoins de la jeunesse. Il permet une mise en œuvre des stratégies de l'UE en matière de droits humains, d'égalité de genre, et est cohérent avec les objectifs de La Valette. Il intègre les recommandations des lignes directrices sur la promotion et protection des droits des enfants, et le plan d'action de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie. En outre, les avancées sur la programmation conjointe avec les Etats membres démontrent que cette problématique, et plus largement celle de la population, constitue l'une des préoccupations majeures, partagée par les Etats membres.

Le contrat de bonne gouvernance et de développement (CRIS 38 574) place au cœur de ses interventions les questions relatives à l'état civil et à la maîtrise de la croissance démographique à travers la planification familiale, tel que reflété dans les indicateurs des tranches variables. Le présent programme se décline ainsi comme un appui complémentaire au Contrat de bonne gouvernance et de développement (CBGD).

Le Plan national de développement économique et social (PNDES), en tant que référentiel national des interventions de l'État et de ses partenaires sur la période 2016-2020, vise une croissance cumulative du revenu par habitant à même de réduire la pauvreté, de renforcer les capacités humaines et de satisfaire les besoins fondamentaux, dans un cadre social équitable et durable. L'intervention proposée dans le cadre du présent programme vise à intervenir principalement sur les axes 1 (modernisation de l'administration) et 2 (développement du capital humain) du PNDES.

La Politique nationale de population (PNP 2010-2030) a été adoptée en 2012 avec pour objectif de contribuer à une meilleure qualité de vie des populations en réduisant le taux de croissance démographique de 3,1 % en 2006 à 2,25 % en 2030, notamment à travers la réduction de l'indice synthétique de fécondité, la réduction de la contribution des adolescentes à la fécondité totale et l'accroissement du taux de prévalence contraceptive. L'indice synthétique de fécondité de 6,2 en 2006, estimé à 5,4 en 2014⁵ devrait passer à 4,7 en 2020 selon les cibles du PNDES et à 3,6 en 2030 selon la politique nationale de la population (PNP) pilotée par le Conseil national de population (CONAPO). Cette structure consultative est chargée de coordonner les activités en matière de population et de promouvoir la prise en compte des questions de population dans le processus du développement.

Pour l'atteinte de ces résultats, la PNP définit 5 axes stratégiques d'interventions :

- AS1- la promotion et l'utilisation des services de santé de la reproduction en général et de la planification familiale en particulier. Cet axe est en synergie avec les actions déclinées dans la politique nationale santé et la stratégie de santé de la reproduction.

⁴ Résultat 2.2- l'état civil est modernisé.

⁵ Le dénombrement du prochain recensement général de la population prévu en décembre 2017 apportera des informations actualisées sur la structure et la dynamique de la population et ses tendances (le dernier recensement date de 2006).

- AS2- le renforcement de l'information, éducation, communication et de la communication pour un changement de comportement dans le domaine de la population et du développement.
- AS3- la promotion de la prise en compte des questions de population dans les plans et programmes de développement aux niveaux national, régional et local.
- AS4- la contribution à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de migration.
- AS5- le renforcement des capacités nationales de coordination et de veille sur les questions de population et développement à tous les niveaux.

La PNP se décline en programmes d'actions pluriannuels. Les PAP sont définis pour 5 ans et détaillent les cibles et actions gouvernementales et non gouvernementales. Le dernier étant arrivé à échéance en 2016, le 4^e PAP 2018-2020 est en cours de validation et devrait être disponible d'ici fin 2017. Le programme qui fait l'objet de cette fiche se définit comme une traduction opérationnelle de ce PAP au niveau local.

Stratégie nationale de l'état civil (SNEC) : pour moderniser et rendre plus efficace son système d'état civil, le gouvernement burkinabé a adopté en février 2017 la SNEC, qui est une relecture de la stratégie de 2012. La vision est de faire de l'état civil à l'horizon 2025 un instrument performant d'identification de l'individu qui lui assure l'exercice de sa pleine citoyenneté. Cette stratégie met en évidence du côté de l'offre une absence du « droit administratif appliqué » dans la production et la délivrance du service public local. Du côté des demandeurs, on relève une demande opportuniste qui dénote l'absence d'appropriation des services par les usagers. Ceci implique une absence de recoupement entre offre et demande de services publics. Toutefois, la nouvelle stratégie ne comble pas la séparation institutionnelle et administrative qui existe entre l'inscription à l'état civil (DGMEC) et l'identification (ONI). De ce fait, la collaboration entre ces deux services, ainsi qu'avec d'autres acteurs, reste très limitée.

Un nouveau plan d'actions 2017 – 2021 du SNEC a été adopté. Il prend en compte les recommandations de l'APAI–CRVS (*Africa Programme for Accelerated Improvement of Civil Registration and Vital Statistics*) et l'informatisation du système d'enregistrement est identifiée comme une priorité clé.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

- Les acteurs institutionnels : le suivi des politiques de population est assuré par la DGEP du ministère de l'économie, des finances et du développement à travers la DPP (Direction des politiques de populations), le ministère de la santé à travers la DSF (Direction de la santé et de la famille), et les autres ministères sectoriels impliqués: ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille à travers la Direction de la promotion du genre, ministère de l'éducation, jeunesse, emploi et formation professionnelle, ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MATD) et ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique (MJDHPC).

Pour l'état civil, le cadre institutionnel pourra être renforcé par une meilleure coordination, interaction et coopération entre les structures de l'offre des services, surtout pour ce qui concerne les directions du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (Direction générale de la modernisation de l'état civil DGMEC, Commission électorale nationale indépendante CENI), du ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique (Direction Générale des affaires juridiques et judiciaires DGAJJ, Tribunal de grande instance et Tribunal départemental TGI/TD/TA),

du ministère de l'économie, des finances et du développement (Direction Générale de l'économie et de la planification DGEP, Institut national de la statistique et de la démographie - INSD) du ministère de la santé (DISS, Direction de la santé de la famille - DSF), du ministère de la sécurité (Office national d'identification - ONI).

- Les opérateurs locaux : les CSPS et CM sont en charge de la mise en œuvre des politiques nationales et de l'offre des services de planification familiale aux bénéficiaires et de promotion sociale. Ils hébergent également les centres secondaires d'état civil. On dénote une forte variabilité dans les performances au niveau géographique, certains opérateurs locaux étant bien mieux dotés que d'autres. Plus largement, ce sont les agents de santé du ministère de la santé, les agents de santé à base communautaire, les agents communaux de l'état civil, les officiers d'état civil, les élus (maires), les organisations non gouvernementales et les associations y compris les réseaux et structures faitières qui sont concernés.
- La population cible, bénéficiaire final de l'action : les femmes en âge de procréer, les maris/conjoints, les enfants, les adolescents (es) et jeunes scolarisés ou non, surtout des zones défavorisées, constituent les cibles primaires. Elles seront mieux informées des politiques de planification familiale et d'état civil, et auront un meilleur accès aux services. Les autres parties prenantes (cibles secondaires) que sont les leaders communautaires et religieux, les grands parents seront également impliqués.
- Les bénéficiaires directs des subventions dans le cadre des appels à proposition : les organisations de la société civile (OSC) associées aux structures locales que sont les mairies / collectivités territoriales et les centres de santé et de promotion sociale. Les instituts de recherche spécialisés en sciences de la population sont également ciblés.

Ces acteurs du gouvernement et de la société civile vont opérationnaliser les orientations de politique de population. La Délégation européenne au Burkina Faso entretient un dialogue étroit et régulier avec ces acteurs notamment par le dialogue de politique dans le cadre contrat de Bonne gouvernance et développement (CBGD).

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires / analyse des problèmes

D'une manière générale, la population burkinabè est confrontée à un accès difficile aux services de promotion sociale (planification familiale, promotion des droits des femmes) et à ceux de l'état civil⁶, restreignant ainsi l'accès des citoyens à leurs droits fondamentaux. Ces problématiques sont une entrave au développement du pays.

Malgré les mutations profondes de la société burkinabè au cours des dernières années (migrations internes, baisse de la mortalité), le rythme de la fécondité reste très élevé avec un indice synthétique de fécondité de 6,2 (recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) 2006). Selon les données du ministère de la santé de 2015, le taux d'utilisation des méthodes contraceptives est de 31,1 % chez les femmes en âge de procréer, avec un taux de couples-années de protection de 22,5 %. Ceci aboutit à un taux de besoins de contraception

⁶ L'un des objectifs de tout système d'état civil, qui se veut universel, reste l'accessibilité. Dans les faits, elle doit se traduire par la capacité matérielle des usagers d'accéder facilement aux services de l'état civil. Elle présente au moins trois dimensions que sont :

- l'accessibilité géographique: temps d'accès/distance ;
- l'accessibilité financière : la possibilité financière de recourir à des services de l'état civil ;
- la disponibilité du service: permanence, continuité.

non couvert de 19,4 % selon l'EMDS⁷. Les raisons de cette non satisfaction des besoins de contraception des femmes sont multiples (éducation, information, culture, accès y compris la barrière financière, liberté de décision des femmes). En complément, l'analyse du *Performance Monitoring and Accountability* (PMA) 2020⁸ montre une différence de besoins non satisfaits plus accentuée chez les plus pauvres (31 % contre 20 %), laissant penser que la barrière financière est l'un des principaux obstacles à l'accès: la subvention de l'Etat sur les produits contraceptifs étant insuffisante pour les rendre gratuits.

Le niveau d'éducation et le rôle de la femme dans la société influencent la perception de la fécondité des femmes et leur connaissance en matière de planification familiale. Il s'agit d'un facteur explicatif clé dans les dynamiques démographiques. L'emploi, l'engagement des femmes en acteur économique et le développement jouent sur le nombre d'enfants désirés, la scolarisation des jeunes filles et aussi sur les connaissances en matière de planification familiale. Le maintien des filles à l'école, notamment au secondaire retarde l'âge du mariage et aussi l'entrée dans la fécondité. Les mariages précoces constituent un problème majeur dans certaines zones du pays.

Il existe aussi des problèmes de qualité de l'offre, notamment les lieux qui doivent être plus adaptés aux besoins des jeunes, de disponibilité de la gamme complète des méthodes dans les CSPS et CM, de disponibilité de compétences, mais aussi des problèmes liés à la demande en matière de planification familiale.

En ce qui concerne l'état civil, malgré de nombreux efforts et initiatives, près de 34,5 % des citoyens naissent, vivent et meurent sans aucune trace légale dans un registre d'état civil. Cette part "invisible" de la population, essentiellement rurale, est composée majoritairement d'enfants en droit d'aller à l'école. Ceci met en évidence que la fonctionnalité, la permanence et la qualité de l'offre ne sont pas toujours assurées pour diverses raisons.

C'est ainsi que du côté de la demande, on note qu'il y'a un décalage entre les usagers et l'offre de service, que la demande est déterminée par l'appartenance sociale et que les populations ont une perception restreinte et approximative des services de l'état civil. En somme, il existe une véritable absence d'appropriation sociale de l'état civil aggravée par des difficultés d'accessibilité.

Du côté de l'offre, le document de stratégie nationale de l'état civil met en évidence des services de l'état civil passifs et peu performants. Cette situation est la résultante de la persistance d'un cadre juridique qui ne répond pas aux standards internationaux, d'un faible soutien de l'Etat aux communes qui se traduit sur le terrain par une insuffisance des ressources humaines et financières et des capacités opérationnelles des structures impliquées dans l'état civil d'une part et d'autre part par une faible informatisation des centres d'enregistrement.

En effet, on note une asymétrie des niveaux de développement du système d'identification et du système d'enregistrement des faits d'état civil. D'un côté se trouve un système d'identification biométrique et sécurisé au niveau de deux institutions non interconnectées (ONI : 8,3 millions d'entrées ; CENI : 5,2 millions d'entrées) et de l'autre côté un système d'état civil rudimentaire et dont la mise à niveau va requérir beaucoup de temps et un investissement structurel considérable. De même, le défaut d'institutionnalisation de la

⁷ sur la base selon laquelle les besoins en planification familiale concernent 43,3% des femmes en âge de procréer

⁸ www.pma2020.org

fonction de collaboration⁹ (interopérabilité) aboutit à l'existence de multiples registres spécialisés qui ne sont pas interconnectés. Ce faisant, la DGMEC ne dispose pas de base de données propre et le programme se propose de contribuer au processus d'opérationnalisation du registre national des personnes physiques.

Par ailleurs, la coordination interinstitutionnelle des activités de l'état civil prévue dans la SNEC n'est pas encore effective. En effet, de nombreux projets et programmes nationaux et locaux interviennent de manière isolée sans coordination et capitalisation de leurs expériences. A cet effet, le programme se propose de renforcer le leadership de la DGMEC dans la gestion, la coordination, l'harmonisation et la supervision des activités de l'état civil.

La désignation du service responsable de la gestion du registre unique n'est pas encore effective.

Compte tenu de ce qui précède, l'action est centrée sur la transformation des CSPS ET CM en « portes d'entrée à l'état civil ». Cette stratégie permet de mutualiser les efforts de renforcements sur des politiques complémentaires. Cette approche a déjà été testée et démontrée dans des programmes pilotes tel que le programme BRAVO mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale (ONG) sant'Egidio.

1.2

S.O.

⁹ Selon les termes des principes des Nations unies et des normes internationales en matière d'enregistrement des faits d'état civil et production de statistiques vitales (Nations Unies, 1994; 2001, les trois principales fonctions qui doivent incomber à tout système civil sont:

- la fonction juridique (enregistrer les événements qui sont à l'origine de l'état civil) ;
- la fonction statistique (collecte des données sur ces événements pour compiler les statistiques démographiques) ;
- la fonction collaborative (coopération avec d'autres entités publiques pour offrir des services à la population).

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
L'appropriation politique /gouvernementale de l'importance de l'état civil et de la planification familiale est limitée	F	Les deux domaines sont inclus dans le PNDES, sont budgétisés et des cadres de concertation existent. Ils constituent des éléments de dialogue pour les tranches variables du CBGD
La structure centrale (DGMEC) ne dispose pas de ressources suffisantes pour mettre en œuvre son mandat	E	Un appui technique et financier est prévu dans le programme.
Le budget de l'Etat pour l'état civil reste en dessous des besoins	E	Elément de dialogue politique du CBGD
La coordination entre les différents acteurs reste faible	F	Le cadre de coordination existant au niveau de la DGEP sera renforcé par ce programme.
Les résistances socio-culturelles en matière de planification familiale demeurent	M	Sensibilisation élargie en matière de planification familiale, intégration des leaders coutumiers, religieux et des organisations de jeunes et de femmes, ainsi que des maris/conjoints dans les actions de sensibilisation
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> - Engagement politique maintenu des décideurs burkinabè pour les questions de population, état civil, égalité de genre et planification familiale / démographie - Efforts maintenus en matière d'accès et de qualité de l'éducation, notamment pour les jeunes filles 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Selon les rapports annuels de la Direction de la santé et de la famille, la semaine de la planification familiale¹⁰ connaît un grand engouement de la part des bénéficiaires. Dans certains districts sanitaires, une adhésion de plus de 50 % des nouvelles utilisatrices est constatée durant cette période du fait du renforcement combiné de l'offre et de la demande.

Les intervenants de la promotion de la planification familiale relèvent cependant la persistance des barrières socio culturelles et religieuses, des barrières financières, des services non adaptés pour certaines tranches de la population notamment les jeunes, la nécessité d'impliquer les hommes dans la sensibilisation et le besoin de sensibilisation et de renforcement de capacité des agents dispensateurs des méthodes et produits contraceptifs. Une des raisons de la forte croissance démographique est la précocité des grossesses chez les jeunes et la sortie tardive des femmes de la fécondité. L'accent doit être mis sur les jeunes, l'égalité de genre, l'accès à la bonne information et l'éducation des filles.

En ce qui concerne l'état civil, l'évaluation finale du programme BRAVO¹¹, mis en œuvre par l'ONG Sant' Egidio sur un financement de l'UE, a constaté une augmentation rapide et surprenante de l'enregistrement des naissances dans les délais légaux. Ce constat est basé sur deux éléments concurrents : la création de Centres d'enregistrement situés à côté des lieux de vie de la population ; le choix des CSPS et des CM comme sites d'emplacement du service. Ce deuxième élément confirme que ces sites sont des points de référence importants pour la vie des communautés, notamment pour la santé de proximité. L'action a valorisé cette réalité et a utilisé l'autorité de ces lieux pour offrir à la population un service de l'état civil qui capture les faits d'état civil dans les délais prescrits. Ce programme a démontré qu'un pilotage administratif était capital pour assurer une pérennité de l'action.

Les interventions financées par la Commission européenne à travers l'UNICEF et le Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA) ont permis de renforcer le lien avec le changement des normes sociales, l'autonomisation des filles, la demande de services et l'accès aux services, la communication.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Ce programme constitue un appui complémentaire des volets "état civil" et "démographie" du Contrat de bonne gouvernance et de développement. En effet, le CBGD permet de renforcer le dialogue de politique avec le Gouvernement, et d'assurer un financement de ces secteurs. Cependant, il s'avère que des mesures complémentaires sont nécessaires pour permettre d'améliorer la qualité de l'offre et élargir la demande de planification familiale et d'Etat civil en particulier au niveau local en renforçant les capacités des acteurs d'état civil et santé au niveau local.

De plus, ce programme va s'articuler et permettre de développer des synergies avec le programme de la Commission européenne mis en œuvre par UNFPA/UNICEF sur les mutilations génitales féminines et les mariages forcés, en accélérant le changement de normes

¹⁰ Rapprochement pendant une semaine par an au niveau local de l'offre des méthodes de planification familiale gratuitement, avec une stimulation de la demande + Renforcement de l'offre de services : accueillant, accessible, gratuit, servant pour l'écoute et orientation.

¹¹ Etude pilote sur l'intégration entre centres secondaires de l'état civil et centres de santé et de promotion sociale dans le centre ouest.

sociales et en contribuant à l'égalité de genre. Elle l'est également avec le programme EU/LUX – World Health Organization (WHO) relatif au Partenariat sur la couverture médicale universelle.

Le présent programme est aussi en cohérence avec les activités mises en œuvre par le Fonds fiduciaire d'urgence sur les volets résilience, emploi et formation professionnelle, en ce qui concerne les aspects liés à la planification familiale, et les répercussions de cette forte croissance démographique en matière d'emploi et de formation professionnelle.

L'articulation globale de ce programme sera assurée dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action en matière de population 2017-2021.

La SNEC et son plan d'actions 2017 – 2021 ont constitué le point de départ¹² de la présente action. Une analyse conjointe avec les autres PTF du secteur a été faite. A travers le groupe informel des PTF, l'UE a réalisé un mapping pour identifier les domaines du plan d'action 2017 – 2021 déjà couverts. Par ailleurs, la Banque mondiale, dans le cadre de son projet de modernisation de l'administration a commencé les discussions autour du système intégré d'enregistrement et d'identification. L'UE a participé activement à ces discussions et un appui pour continuer ces réflexions est prévu dans le cadre du présent programme.

Une collaboration a aussi été établie avec l'UNICEF, l'un des principaux acteurs dans le domaine de l'état civil. Les résultats des études et des analyses faites par UNICEF ont été utilisés pour l'identification du présent programme. Pour l'élaboration de la nouvelle phase du programme EDEN¹³, une collaboration entre le Gouvernement, UNICEF et les autres PTF y inclus l'UE est prévue.

Par ailleurs, en début 2017, un nouveau programme de l'UNICEF « enregistrement des naissances au Sahel¹⁴ » bénéficiant d'un financement de l'UE a été lancé. Une coordination avec ce programme sera mise en place et les résultats et conclusions des études menées dans le cadre de ce programme seront utilisés pour informer le programme sujet de ce document d'action.

Enfin, la thématique de démographie est l'un des axes de la programmation conjointe avec les Etats membres de l'Union européenne présents au Burkina Faso.

3.3 Questions transversales

Plus qu'une question transversale, ce programme contribue à l'égalité de genre et des droits de la femme à travers un focus sur l'a sensibilisation des femmes en âge de procréer, des maris/conjoints, des enfants, des adolescents (es) et des jeunes scolarisés ou non, surtout des zones défavorisées (prenant en compte l'accès aux méthodes contraceptives). Il constitue une traduction directe de l'objectif 1 du Plan d'actions Genre du Burkina Faso (Promotion, protection et respect du droit de chacun d'être pleinement maître de sa sexualité et de sa santé

¹² Bien que perfectible, les PTF ont conclu qu'en général que le plan d'action est crédible et qu'il y a une logique d'intervention. Le principal défi est le manque des informations sur les financements déjà acquis et la priorisation des besoins. .

¹³ Le programme EDEN (2013-2016) était un projet pilote, cofinancé par l'UE et mise en œuvre par UNICEF. Ce projet a pour objectif général d'enregistrer toutes les naissances et les décès dans huit (8) communes du Burkina Faso et d'enrôler les antécédents de l'Etat civil dans une base de données centrale. L'évaluation de ce phase pilote a été positif.

¹⁴ Partie du programme régional UE- UNICEF mise en œuvre en Zambie, Ouganda, Burkina Faso et Cameroun.

sexuelle et génésique et de prendre librement et de manière responsable des décisions sans aucune discrimination, contrainte ou violence).

Pour les aspects de changement climatique, ce programme de maîtrise de la croissance démographique devrait permettre d'atténuer la pression exercée sur les ressources naturelles.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Objectif général

Renforcer les interventions de connaissance et de maîtrise des dynamiques de populations.

Objectifs spécifiques

- OS1: Renforcement de l'offre et de la demande des services d'état civil et de planification familiale au niveau des CSPS et CM et des communes, notamment en milieu scolaire
- OS2 : Renforcer les capacités nationales de pilotage et la coordination de la gestion de l'état civil
- OS3 : contribuer à la prise de conscience des effets de la démographie sur la planification des politiques publiques

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les ODD 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité des sexes) et contribue à l'ODD 16 (paix et justice) et les cibles 16.9 et 17.18, à savoir garantir à tous une identité juridique notamment grâce à l'enregistrement des naissances et la création d'une base de données de qualité, actualisées, exactes et désagrégées. Cela n'implique pas d'engagement de la part du Burkina Faso qui bénéficie de ce programme.

Produits escomptés :

- Produit 1 (OS1) - l'utilisation des services de l'état civil est améliorée surtout en milieu rural par le renforcement des capacités des acteurs, la modernisation des outils de gestion, l'amélioration de l'accessibilité et la réalisation de campagnes de sensibilisation
- Produit 2 (OS1) - l'utilisation des services de la santé de la reproduction y compris la PF s'est accrue surtout en milieu rural particulièrement au niveau des jeunes et des scolaires par la disponibilité d'une offre de qualité et la mobilisation de la demande
- Produit 3 (OS1) - les inégalités liées au genre sont réduites par le renforcement des capacités d'intervention des acteurs institutionnels et l'adoption de comportements favorables au respect du genre
- Produit 4 (OS2) - La gouvernance et l'environnement de l'état civil et des statistiques vitales se sont améliorés par la mise en place d'un cadre juridique révisé, d'un dispositif de pilotage et de coordination et d'un mécanisme de suivi évaluation
- Produit 5 (OS 3) - les politiques publiques sont définies en prenant en compte les dynamiques de population

4.2 Principales activités

Produit 1 - l'utilisation des services de l'état civil est améliorée surtout en milieu rural par le renforcement des capacités des acteurs, la modernisation des outils de gestion, l'amélioration de l'accessibilité et la réalisation de campagnes de sensibilisation

A.1.1 : réduction du rayon d'action des centres d'état civil par la création de nouveaux centres secondaires d'état civil

A.1.2 : renforcement des capacités (formation/recyclage et dotation en outils et petits équipements nécessaires) des CSPS et CM, des mairies, des comités de gestion des CSPS et CM et des agents de santé à base communautaire en matière d'état civil

A.1.3 : capitalisation et utilisation des bonnes pratiques par les acteurs de terrain

A.1.4: IEC/CCC en direction des femmes en âge de procréer, des maris/conjoints, des enfants, des adolescents (es) et des jeunes scolarisés ou non, surtout des zones défavorisées sur l'importance de l'état civil ainsi qu'un plaidoyer à l'endroit des décideurs

A.1.5: organisation des campagnes de délivrance de documents d'état civil (jugements supplétifs) au profit des élèves des écoles primaires et de leurs parents.

A.1.6 : extension de l'implantation du programme EDEN sur le territoire par (i) la réalisation préalable de l'audit sur l'informatisation des centres d'état civil, des activités connexes liées à l'informatisation du système de l'état civil, (ii) le test de fiabilité de logiciel conçu pour l'état civil, (iii) la sélection et l'implantation du logiciel dans les communes et institutions et enfin (iv) la formation des acteurs concernés sur l'utilisation du système

Produit 2 - l'utilisation des services de la santé de la reproduction y compris la Planification familiale (PF) s'est accrue surtout en milieu rural particulièrement au niveau des jeunes et des scolaires par la disponibilité d'une offre de qualité et la mobilisation de la demande

A.2.1 : réorganisation des services de PF pour les rendre plus conviviaux et accessibles surtout à l'endroit des jeunes et des populations rurales par la mise à disposition des contraceptifs (surtout en milieu scolaire), l'amélioration de l'accueil, de la discrétion, des horaires de services et des mécanismes adaptés de gestion des flux

A.2.2 : Organisation des campagnes PF locales périodiques en fonction des besoins et des journées nationales PF annuelles dans toutes les localités du pays

A.2.3 : renforcement des capacités (formation/recyclage et dotation en outils et petits équipements nécessaires) des CSPS et CM, des comités de gestion des CSPS et CM et des agents de santé à base communautaire en matière de planification familiale

A.2.4 : capitalisation et utilisation des bonnes pratiques de PF par les acteurs de terrain

A.2.5: Sensibilisation en direction des femmes en âge de procréer, des maris/conjoints, des adolescents (es) et des jeunes scolarisés ou non, surtout des zones défavorisées sur les risques liés aux IST/VIH, sur les grossesses non désirées et la PF (y compris la sensibilisation sur la PF au cours des différentes prestations de soins) ainsi qu'un plaidoyer à l'endroit des décideurs

Produit 3 - les inégalités liées au genre sont réduites par le renforcement des capacités d'intervention des acteurs institutionnels et l'adoption de comportements favorables au respect du genre

A.3.1 : renforcement des capacités (formation/recyclage et dotation en outils et petits équipements nécessaires) des OSC (contractantes et relais), des CSPS et CM, des services déconcentrés de l'action sociale, des mairies, des comités de gestion des CSPS et CM et des agents de santé à base communautaire en matière du respect du genre

A.3.2 : capitalisation et utilisation des bonnes pratiques par les acteurs de terrain en matière de genre

A.3.3: Sensibilisation en direction des hommes/maris, des pères, des grands parents et des jeunes garçons sur les violences basées sur le genre (scolarisation des jeunes filles, MGF, mariages forcés et précoces, etc.) ainsi que le plaidoyer à l'endroit des décideurs

Produit 4 : La gouvernance et l'environnement de l'état civil et des statistiques vitales se sont améliorés par la mise en place d'un cadre juridique révisé, d'un dispositif de pilotage et de coordination et d'un mécanisme de suivi évaluation

A.4.1: Contribution à l'internalisation des normes juridiques internationales dans le cadre juridique de l'état civil et des statistiques vitales burkinabè

A.4.2 : contribution à l'intégration du système d'enregistrement des faits d'état civil à celui de l'identification

A.4.2 : contribution à l'interopérabilité entre le système d'état civil et d'autres systèmes notamment la santé, la justice, les statistiques, la sécurité sociale, la génération des listes électorales.

A.4.3 : contribution à la capitalisation, la dissémination et la pérennisation des informations et des bonnes pratiques

A.4.4 : contribution à l'opérationnalisation du cadre de coordination des organes chargés de l'enregistrement des faits d'état civil et de production de statistiques vitales

A.4.5: contribution à la mise à jour des informations sur l'état civil et la création du registre national des personnes physiques

A.4.6 : contribution au développement d'un plan de communication et de visibilité sur les interventions du programme (non encore couverte par un plan similaire) sous le leadership de la DGMEC en vue de servir de base pour les différentes sensibilisations

Produit 5 : les politiques publiques sont définies en prenant en compte les dynamiques de population

A.5.1: réalisation des études sur les dynamiques de population par des instituts compétents avec un accent sur les spécificités des populations ;

A.5.2 : modélisation des conséquences de la croissance de la population et production des informations socio-économiques y relatives au profit des décideurs et des acteurs intéressés ;

A.5.3 : diffusion des résultats des recherches auprès du grand public ;

A.5.4 : formulation de recommandations et plaidoyer auprès des décideurs/planificateurs sur l'utilisation des résultats sur la dynamique de population.

4.3 Logique d'intervention

L'action se définit comme une mesure d'accompagnement au Contrat de bonne gouvernance et de développement. En ce sens, elle vise à renforcer le dialogue de politique déjà engagé, et apporter des financements complémentaires sur les axes des programmes de population ne faisant l'objet d'aucune allocation budgétaire.

L'action s'articule autour de trois volets majeurs, tels qu'ils sont exprimés par les objectifs spécifiques. Le centre de gravité du programme se situe au niveau local, autour des CSPS et CM. C'est en effet ce niveau local qui constitue le point de jonction entre les problématiques liées à l'offre (disponibilité de personnel, disponibilité d'intrants, coûts des prestations) et celles liées à la demande (sensibilisation des populations). Ce volet sera mis en œuvre via un appel à proposition qui permettra de sélectionner les opérateurs de la société civile les mieux placés pour délivrer un travail de proximité, aussi bien sur les questions relatives à la planification familiale que sur l'enregistrement des naissances. Aucune segmentation territoriale n'a été identifiée *a priori*, car les besoins sont présents sur tous les centres d'état civil, les CSPS et CM du pays, qu'ils soient urbains, ruraux ou semi-urbains. Cependant, les soumissionnaires des appels à propositions devront préciser les raisons qui les poussent à se concentrer sur certains districts.

Pour accompagner ce volet du programme, deux aspects complémentaires seront engagés : (i) modernisation et pilotage de l'état civil, ainsi que leur systématisation au niveau central et local, (ii) approfondissement des capacités de la recherche dans les domaines relatifs aux dynamiques de population ainsi que l'utilisation des résultats de la recherche.

Cette logique d'intervention vise à permettre la couverture de l'ensemble des problématiques de population, en intervenant à la fois au niveau local et au niveau central.

Il s'agit de permettre l'adoption de comportements favorables par la population sur la planification familiale et plus globalement sur la santé sexuelle et reproductive chez les jeunes afin d'aboutir à une planification des besoins et de la taille des familles après le mariage, mais aussi et surtout de permettre aux jeunes d'éviter des grossesses non désirées.

Cette action par sa nature contribuera à l'égalité de genre, à travers une prise de décision éclairée en matière de planification familiale, chez les filles et les garçons.

Par ailleurs, l'accent est mis sur les jeunes et le renforcement de leur niveau de connaissance sur la sexualité des filles et des garçons, sur les méthodes contraceptives et l'adaptation des services offerts aux jeunes (à travers le renforcement des capacités des acteurs pour l'accueil, pour fournir des prestations adaptées aux jeunes, être plus à l'écoute et répondre convenablement aux inquiétudes des jeunes filles et garçons).

Ces interventions au niveau local, s'inscriront dans le Plan national d'accélération de la planification familiale au Burkina Faso (PNA-PF 2017 -2020), avec une logique d'intervention similaire et un paquet minimum d'activités, afin de capitaliser les actions menées dans le cadre de ce programme et d'avoir une bonne coordination au niveau national et de pouvoir assurer un suivi intégré des actions de planification familiale.

Au-delà de ces actions, la sensibilisation portera sur la promotion de l'égalité de genre et aussi sur l'éducation sexuelle des jeunes, en milieu scolaire et non scolaire. La sensibilisation permettra de mettre aussi l'accent sur les problèmes engendrés par le "mariage des enfants"/mariages précoces.

Pour l'état civil, la sensibilisation portera la nécessité de renforcer les interventions portant sur la modernisation (y compris la biométrie) et l'accessibilité des services de l'état civil sur toute l'étendue du territoire (décideurs) et sur l'importance d'être reconnu et de disposer de documents d'état civil

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés ; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Subventions: appel à propositions portant sur le renforcement de l'offre et de la demande des services de l'état civil et de promotion sociale (planification familiale, lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)) au niveau des CSPS et CM, des communes et en milieu scolaire (gestion directe).

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

- renforcement de l'offre en matière de promotion sociale (planification familiale, lutte contre les VBG) et d'état civil ;
- stimulation de la demande en matière de santé sexuelle de la reproduction SSR/PF et de documents d'état civil ;
- amélioration de l'information sur les droits des femmes.

Les types d'actions éligibles sont :

- Formation des agents de santé et de l'état civil des CSPS et CM et des mairies, avec partage de bonnes pratiques, sur des thématiques en lien avec l'accueil, les prestations de services, la qualité perçue des utilisateurs des services fournis, etc. ;
- Recyclage des ASBC (agents de santé à base communautaire) et sur la gestion de l'état civil ;
- Formation des agents de santé des services scolaires, des agents des services en charge de la jeunesse (maison des jeunes, espaces de rencontre des jeunes, centres de

formation professionnel, lycées et collèges) et des enseignants, sur les approches adaptées aux jeunes, la qualité des prestations de contraception qui devront être intégrée au paquet d'activité délivré.

- Education/Sensibilisation de la population avec des approches efficaces, des techniques et des messages adaptés pour une bonne communication pour un changement de comportement ;
- Campagnes de communication ou émission de routine, projection cinéma, théâtres forum, technologie de l'information et communication (TIC), web et réseaux sociaux.

Les produits escomptés sont: P1, P2, P3.

(b) Conditions d'éligibilité

Les bénéficiaires doivent

- Etre une personne morale, être sans but lucratif,
- Appartenir à l'une des catégories suivantes: organisation non gouvernementale, opérateur du secteur public (organismes bénéficiant d'une autonomie financière tels que Etablissement public administratif (EPA) ou EPE), autorité locale et organisation internationale (intergouvernementales), telles que définies par l'article 43 des Règles d'application du règlement financier de l'Union européenne et
- Etre établi dans un État membre de l'Union européenne ou être des autres pays tel qu'indiqué dans l'acte de base de l'accord de partenariat ACP-CE, prévues à l'annexe IV de cet accord, tel que modifié par la décision n° 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014 (2014/428/UE), (Pour l'éligibilité 2014-2020: voir partie II de l'annexe a2a du Guide des procédures contractuelles (PRAG)¹⁵;
- Etre directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) codemandeur(s) et l'entité/les entités affiliée(s) et non agir en tant qu'intermédiaire ;
- Démontrer les capacités en termes de monitoring/évaluation, plaidoyer, activités de communication
- Les partenaires participant à la définition de la mise en œuvre de l'action et les coûts qu'ils encourent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur chef de file. La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de 48 mois.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE allouée par subvention est compris entre 1 million d'EUR et 3 million d'EUR. Les subventions peuvent être accordées à des bénéficiaires individuels et groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires). La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de 48 mois.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

¹⁵ <http://intragate.ec.europa.eu/dg/devco/prag/document.do?nodeNumber=1.1>

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 95 %, compte tenu des difficultés qu'ont les OSC à disposer des cofinancements pour des actions se déroulant en milieu rural déconcentré.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel : 1^{er} trimestre 2018

5.4.2 Subventions : octroi direct à l'Institut supérieur des sciences de la population ISSP (gestion directe)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

La subvention appuiera le renforcement des capacités de l'institut, la formation et les programmes de recherche sur les dynamiques de population. Notamment, les travaux permettront de relier plusieurs composantes clés du programme, à savoir population et santé, population et éducation, mobilité, habitat et environnement, mais aussi d'analyser les dynamiques et changements dans la population à partir des observatoires existants. Des dynamiques seront créées afin de faciliter les interactions avec la société civile et les autorités afin de rendre compte et influencer les politiques. Ces activités sont en liaison avec le R5.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, en base à l'article 190.1 f) des règles d'application ¹⁶ le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie par les faits que l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) est le seul institut universitaire dont le mandat et les centres d'intérêts sont en parfait cohérence avec les objectifs et résultats du programme, (ii) la grande expérience dans les domaines d'intervention du programme est avérée, (iii) la disponibilité de la technicité requise et des outils de simulation des dynamiques ne souffrent d'aucune ambiguïté et enfin (iv) la notoriété et l'expérience en matière de plaidoyer pour l'utilisation des résultats de la recherche par les décideurs politiques sont incontestables.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

¹⁶ Règlement Délégué (UE) No 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 80 %.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323 lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

3^e trimestre 2018

5.4.3 Gestion indirecte avec UNICEF

Une partie de la présente action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec l'UNICEF conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323. Cette mise en œuvre concerne le programme EDEN. Elle se justifie par le fait qu'il s'agit d'une contribution à un programme existant de l'UNICEF cohérent avec les objectifs de ce programme et du plan d'action du gouvernement. L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: recrutement, contractualisation, suivi et paiement, monitoring et renforcement des capacités.

Les produits escomptés sont: P1, P4

5.4.4 Gestion indirecte avec le Burkina Faso

Une partie de la présente action ayant pour objectif de renforcer les capacités nationales de pilotage et de coordination de la gestion de l'état civil sera mise en œuvre en gestion indirecte avec le Burkina Faso conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités ci-dessous.

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. Les paiements sont exécutés par la Commission.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.4.1 – Appel à propositions (gestion directe) - OS1: Renforcement de l'offre et de la demande des services d'état civil et de planification familiale au niveau des CSPS et des communes, notamment en milieu scolaire	16 000 000	842 105
5.4.2 Subventions: octroi direct à l'Institut supérieur des sciences de la population ISSP (gestion directe) - OS3 : contribuer à la prise de conscience des effets de la démographie sur la planification des politiques publiques	2 000 000	500 000
5.4.3 – Gestion indirecte avec UNICEF – OS1: Renforcement de l'offre et de la demande des services d'état civil et de planification familiale au niveau des CSPS et des communes, notamment en milieu scolaire et OS2: Renforcer les capacités nationales de pilotage et la coordination de la gestion de l'état civil	4 000 000	
5.4.4 – Gestion indirecte avec le Burkina Faso	2 000 000	
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	250 000	
5.11 – Communication et visibilité	250 000	
Provisions pour imprévus	500 000	
Total	25 000 000	1 342 105

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme est mis en œuvre en gestion directe en ce qui concerne l'appel à proposition, et indirecte pour les autres volets. Ce choix opérationnel résulte de la consultation des parties prenantes et demeure gage d'efficacité dans l'organisation des appels à proposition.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la direction générale des études et de la planification¹⁷ (DGEP) du ministère de l'Economie, des finances et du développement à travers la Direction des politiques de populations. Il s'agit en effet de la structure technique gouvernementale, en charge de la finalisation et de la mise en œuvre du 4^e Plan d'action en matière de population et de l'objectif du PNDES "Accélérer la transition démographique pour enclencher le dividende démographique". Cette structure permettra de faire la liaison avec le dialogue de politique du Contrat de bonne gouvernance et de développement.

La cohérence globale du programme est assurée par les instances prévues dans le cadre du programme d'action en matière de population, notamment par le Conseil national de population (CONAPO), structure consultative qui est chargée de coordonner les activités en matière de population et de promouvoir la prise en compte des questions de population dans le processus du développement.

La DGEP assurera la coordination des acteurs concernés au niveau central y compris les PTF. Ces derniers se réuniront autour d'un comité de pilotage dont l'une des attributions sera de promouvoir le partage d'information entre les acteurs des différents volets aux différents niveaux d'intervention du programme (central /régional/ local).

Les bénéficiaires des subventions mettront en place au niveau local (régional/provincial) des cadres de partage d'expérience et d'appropriation des résultats du programme par les acteurs locaux avec la facilitation des autorités locales. Ils veilleront à la participation des représentants des secteurs concernés (ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MATD), ministère de la Santé (MS), ministère de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation (MENA), ministère de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille (MFSNF), ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique (MJDHPC)) aux différentes rencontres de ces cadres.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action et des projets résultant d'un appel à propositions est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultats (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

¹⁷ La DGEP supervise entre autres la Direction des politiques de population

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques).

Une évaluation de base, exécutée par un consultant recruté directement par la commission, sera réalisée au début du programme pour déterminer les niveaux de base de certains indicateurs du cadre logique et permettre une fixation réaliste de leur niveau en fin de programme. Elle permettra également d'approfondir selon les besoins certains domaines d'intervention du programme.

Une évaluation de base, exécutée par un consultant recruté directement par la commission, sera réalisée au début du programme pour déterminer les niveaux de base de certains indicateurs du cadre logique et permettre une fixation réaliste de leur niveau en fin de programme. Elle permettra également d'approfondir selon les besoins certains domaines d'intervention du programme.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 60 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation en 2022.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en fin de période de mise en œuvre opérationnelle.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Un contrat de services sera conclu avec un prestataire.

6. Conditions préalables

N/A

APPENDICE– MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Renforcer les interventions de connaissance et de maîtrise des dynamiques de populations	Indice synthétique de fécondité des FAP (total et désagrégué par : groupe d'âges, milieu de résidence, quintile de bien-être économique, niveau d'instruction)	5,4 (2016)	4,7 (2020)	EDS ¹⁸	Evolution favorable du contexte socioéconomique et sécuritaire
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	OS1: L'offre et la demande des services d'état civil et de planification familiale au niveau des CSPS et des communes, notamment en milieu scolaire, sont renforcées	Taux de prévalence contraceptive (TPC)	22,5 % (2015)	40,5 % (2023)	EDS	La volonté politique et la contribution financière du budget de l'Etat à la modernisation de l'état civil sont suffisantes pour conduire la modernisation de l'état civil
		Le pourcentage d'enfants (0 à 17 ans) enregistrés à l'état civil (total et désagrégué par : groupe d'âges, milieu de résidence, quintile de bien-être économique, niveau d'instruction des parents, scolaire et sexe)	ND ¹⁹	80 % (2023)	Données de routine (DGMEC et OSC bénéficiaires de la subvention) et enquêtes (EDS)	
	OS2 : Les capacités nationales de pilotage et la coordination de la gestion de l'état civil sont renforcées.	Existence d'une base de données (biométriques) de l'état civil fonctionnelle au niveau national	NON	OUI	Test de fonctionnalité de la base de données (de la DGMEC)	
	OS3 : La prise de conscience des effets de la démographie sur la planification des politiques publiques est renforcée	Pourcentage de documents d'orientations politiques et de programmation (politique, stratégie, plan, programme et projet) intégrant la dimension population	ND	80 % (2023)	Sondage aléatoire des documents y relatifs au niveau des secteurs clés (santé, économie/développement, administration territoriale et éducation)	

¹⁸ Enquête démographique et de santé (EDS) réalisée tous les 5 ans par l'Institut national de la démographie et de la statistique (INSD)

¹⁹ Données non déterminées (ND) à définir au décours de l'évaluation de base en début de programme.

Produits	P1 (OS1) : les CSPS et les communes disposent de personnel plus compétent et les populations sont mieux informées sur les services d'état civil et de planification familiale	Nombre de centres secondaires d'état civil (EC) dans les CSPS opérationnels avec du personnel qualifié	ND	ND	Rapports d'activités des OSC bénéficiaires de la subvention et de la DGMEC	Les ministères en charge de la santé et des collectivités locales assurent le fonctionnement de base des mairies (surtout rurales), des CSPS et des CM Le ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche assure le fonctionnement de base de l'ISSP
	P2 (OS1) : l'offre de qualité et la demande en matière de contraception existent en milieu scolaire; campagnes de gratuité des actes de naissances seront organisées dans les écoles primaires.	Couple année protection (%) réalisée (total et désagrégué par : groupe d'âges, milieu de résidence, quintile de bien-être économique, niveau d'instruction et scolaire)	24,4 (2016)	ND (2023)	Annuaire statistique du ministère de la santé	
	P3 (OS2) : le pilotage et la coordination de l'EC au niveau central sont renforcés	Nombre de réunions annuelles des comités de coordination (national et régionaux ²⁰) avec compte rendu disponible	0	4	Rapports activités (DGEP et OSC bénéficiaires de la subvention)	
	P4 (OS1&2) : l'opérationnalisation du projet EDEN sur tout le territoire est effective	Nombre de communes couvertes par EDEN.	8	369	Rapports d'activités de l'UNICEF et de la DGMEC)	
	P5 (OS3) : Les capacités de la recherche dans les domaines relatifs aux dynamiques de population sont approfondies et diversifiées	Nombre de recherches conduites à termes en matière de population et dont les résultats ont été diffusés auprès des décideurs et des planificateurs	0	10	Rapports d'activités de l'ISSP et de la DGEP	

²⁰ Un comité national sous la coordination de la DGEP et un comité régional par région dont la fonctionnalité sera assurée par les OSC bénéficiaires de la subvention sous l'autorité du gouverneur de la région